



Le rêve colonial du géant énergétique et la stratégie du gouvernement espagnol

Futur cauchemar latinoaméricain

Par [Oscar Guisoni](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2006

Página 12 31 octobre 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[L'Europe](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Quand José Luis Rodriguez Zapatero est arrivé au pouvoir en mars 2004, il avait dans ses cartons un plan ambitieux pour favoriser depuis le gouvernement la construction d'un groupe puissant énergétique espagnol, capable de concurrencer au niveau mondial les géants de la branche et de chasser le fantôme du possible rachat par des capitaux étrangers certaines des compagnies clef du secteur, comme Repsol YPF, Endesa, Iberdrola ou Gaz Naturel. Ni lui, ni son ministre d'Économie, Pedro Solbes, ont jamais imaginé l'orage politique et économique qu'ils étaient sur le point de déclencher.

Deux ans et demi après, le projet est toujours en cours. Bien que la bataille qui se livre autour de lui est devenue féroce, personne ne sait très bien si Zapatero et le groupe de chefs d'entreprise puissants qui ont grandi à la lumière du boom immobilier qui l'entourent, arriveront à atteindre son objectif ambitieux. L'achat de 9.2% de Repsol YPF par le constructeur Sacyr-Vallehermoso et ensuite l'annonce de vouloir augmenter ce pourcentage jusqu'à 20% est le dernier épisode d'une saga qui aura des conséquences profondes pour la majorité des pays latinoaméricains où opèrent des capitaux d'origine espagnole liés au marché énergétique.

Le plan a commencé à être visible en septembre 2005, quand Gaz Natural a lancé une OPA hostile contre la compagnie électrique Endesa. La nouvelle à peine connue, le Parti Populaire (opposition) a déclenché un grand scandale, en affirmant qu'on cassait « la doctrine Rato », en référence à la politique favorisée par l'ex ministre d'Économie de José María Aznar et actuel directeur du FMI, Rodrigo Rato, qui n'a jamais été partisan de l'existence d'un groupe énergétique géant en faisant valoir que de cette manière on favorisait la concurrence et on évitait les monopoles.

En quelques jours, ce fut clair que la question de fond qui tracassait tant le PP était en rapport avec le fait que le plus grand actionnaire de Gaz Natural est la Caixa de Catalogne, organisme financier avec une forte participation de l'État et très influencé par le nationalisme catalan.

La droite espagnole se méfie des excellentes relations que les socialistes ont avec la bourgeoisie catalane et basque depuis les temps de la Guerre Civile (1936-39), quand ces secteurs sociaux ont opté pour la République, tandis que le patronat « espagnoliste » s'inclinait vers le fascisme franquiste.

Le PP a entrepris une campagne dure à travers ses moyens de communication (l'hebdomadaire El Mundo et la radio Cope, propriété de l'Episcopat) dans le but d'alarmer la population avec l'idée que les catalans prétendaient monopoliser le marché énergétique national.

La droite faisait valoir qu'avec la seule approbation des socialistes qui gouvernent à Madrid il était possible que Gaz Natural, dont la capitalisation en bourse est de 12.800 millions d'euro, essaye d'acheter Endesa qui vaut 35.500 millions. Le plus grand actionnaire d'Endesa, Caja Madrid (autre organisme financier avec une forte présence politique, influencée par le PP qui régit la Communauté autonome de Madrid), propriétaire de 9.9% du capital, a mis dénoncé ceci et a porté le sujet devant la Justice en alléguant y compris des questions d'ordre constitutionnel pour s'opposer à l'OPA.

Quand la bataille paraissait être mûre pour Gaz Natural, les dirigeants de Caja Madrid ont décidé d'initier des conversations secrètes avec le géant allemand E.ON, la plus grande entreprise électrique du monde, avec un chiffre d'affaires de 56.400 millions d'euros, dans le but de que celle-ci achète une partie du capital d'Endesa, suffisant comme pour bloquer l'OPA hostile au gazier.

Mais le tir s'est retourné contre eux.

Les allemands ont découvert un bijou que jusqu'à présent ils n'avaient pas vu et, cible à investir, ils ont lancé une contre OPA pour la totalité de l'entreprise. Zapatero a reçu cela comme une douche froide. Tandis que le gouvernement lançait une série d'obstacles pour bloquer l'entrée d'E.ON dans l'affaire électrique locale, ce qui a généré la colère du commissaire européen à la Concurrence, Neelie Kroes, les hommes proches du ministre d'Économie, Pedro Solbes, sont partis chercher sur le marché espagnol quelqu'un disposant une suffisante quantité d'argent frais pour qu'il puisse entrer en Endesa et bloquer ainsi la contre OPA allemande.

Et s'il y a quelqu'un qui réunit ces conditions en Espagne actuellement, ce sont les entreprises de la construction et de l'immobilier. C'est ainsi qu'est apparu en scène Acciona, propriété de la famille Entrecanales, qui a acheté par surprise le mois passé 10 pour cent des actions d'Endesa, tandis qu'elle annonçait qu'il ne s'arrêterait pas jusqu'à arriver à 24.9%. Une authentique minorité de blocage.

Le geste de Acciona n'est pas passé inaperçu au reste du secteur de la construction tandis qu'il a tranquilisé la classe politique sans exception. Les bruits sur le fait que les cinq grandes entreprises de la branche (Acciona, ACS, Ferrovial, Sacyr-Vallehermoso et FCC) avaient à placer une liquidité énorme, fruit du boom immobilier du dernier quinquennat, agitaient depuis une année les couloirs de la Bourse de Madrid.

Quelques jours après l'entrée d'Acciona dans Endesa, ACS a décidé de suivre ses pas et le 26 septembre a acheté 10 pour cent des actions d'Iberdrola, la seconde compagnie électrique du pays, évaluée 31.800 millions d'euros.

L'opération d'achat de jusqu'à 20% de Repsol par Sacyr-Vallehermoso entre dans ce contexte, bien que les analystes soutiennent que le jeu reste encore ouvert et d'espérer que dans les prochaines semaines il y ait davantage de nouvelles dans le cadre du marché énergétique espagnol en pleine révolution.

Pendant ce temps, le rêve de Zapatero reste inachevé, bien qu'on commence à percevoir à l'horizon sa possible réalisation. D'une part, la création prévisible d'un consortium auquel Gaz Natural, Endesa et Acciona (il faut voir quel rôle joue E.ON dans l'affaire, qui n'a pas encore renoncé de son OPA) donnerait la naissance au troisième groupe mondial de services, seulement derrière la compagnie allemande et l'ENI italienne, et de la première dans le secteur latinoaméricain avec plus de 30 millions clients et des actifs supérieurs à 62.000 millions d'euros.

Dans ce paquet entrerait aussi Repsol, qui a 30 pour cent des actions de Gaz Natural. Si celle qui triomphe est E.ON, la compagnie allemande occuperait une place significative en Amérique latine, un marché où jusqu'à présent elle n'a aucune présence.

D'autre part, la formation d'un pôle Iberdrola-ACS et Union Fenosa (le constructeur a 35% du paquet du capital de la troisième compagnie électrique espagnole) donnerait lieu à la création d'un groupe puissant, avec un chiffre d'affaires de 18.000 millions d'euros par an et évalué en Bourse à 42.520 millions d'euros

Quel que soit le résultat, il est clair que l'Amérique latine devra combattre dans un futur proche avec des groupes espagnols liés au secteur énergétique plus forts que ceux qui opèrent individuellement maintenant dans la région. Ceci supposera un plus grand pouvoir de négociation pour les entreprises et un affaiblissement des états nationaux au moment de mettre une limite à la soif de bénéfices.

Le rêve de Zapatero peut se transformer un futur cauchemar sudaméricain.

[Página 12](#) (original en espagnol). Madrid, le 29 Octobre 2006.

Version française [El Correo](#).

La source originale de cet article est [Página 12](#)

Copyright © [Oscar Guisoni](#), [Página 12](#), 2006

Articles Par : [Oscar Guisoni](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

